

Le Droit

Date: MAR 02 2007

Page: 8

L'art devient une majeure à l'École Béatrice-Desloges

Le Droit

La spécialisation en arts offerte par l'École secondaire catholique Béatrice-Desloges d'Ottawa est maintenant reconnue par le ministère de l'Éducation de l'Ontario qui lui donne le titre de «majeure haute spécialisation».

La directrice de l'éducation du Conseil des écoles catholiques françaises du Centre-Est, Lise Bourgeois, a annoncé hier l'octroi de cette désignation à l'école située dans le secteur Orléans. Le gouvernement de l'Ontario a accordé trois majeures

en arts et cultures à des écoles de la province et l'École Béatrice-Desloges est la seule institution francophone à être ainsi désignée.

Le coordonnateur de la majeure et professeur en arts visuels, Daniel Côté, a expliqué que le programme permettra aux étudiants de 10^e année qui savent déjà qu'ils veulent étudier en art au collège ou à l'université, de suivre une formation plus poussée en 11^e et 12^e année.

«Nous allons leur offrir des cours spécialisés en musique, en théâtre ou en arts visuels; les étudiants effectueront aussi

des stages durant leurs deux dernières années du secondaire. Par exemple, un étudiant qui suit des cours de gestion et de création d'événements artistiques pourrait effectuer un stage dans l'organisation du Festival Franco-Ontarien et du Blues Fest et en récolter des crédits scolaires», a indiqué M. Côté.

Parmi les 200 étudiants qui suivent présentement le programme spécialisé en art à Béatrice-Desloges, une trentaine pourraient être intéressés par cette majeure, qui sera offerte à partir de septembre prochain, estime M. Côté.



L'Écho d'un peuple recrute en masse

Le Droit

Oyé! Oyé!

L'Écho d'un peuple est à la recherche de comédiens, danseurs, jongleurs, acrobates et autres bénévoles pour la 4^e saison du mégaspectacle.

Tous ceux et celles qui désirent faire partie de la troupe 2007 sont invités à un après-midi d'information ce dimanche, à compter de 13 h, à l'école secondaire catholique de Casselman.

Les exigences et le calendrier seront alors dévoilés.

À 15 h 30, une kyrielle de jeux extérieurs est proposée à la Ferme Drouin, le site du spectacle.

L'Écho d'un peuple a toujours besoin de gens de tous les âges pour joindre les rangs de la troupe, peu important leurs talents et leur expérience.

Toutefois, il faut préciser que les jeunes qui ne fréquentent pas encore une école secondaire doivent être accompagnés par un adulte qui fera partie de la troupe.

Le dégel des frais de scolarité doit aller encore plus loin, selon le Conseil du patronat

Presse Canadienne
MONTREAL

Le dégel des frais de scolarité dans les universités devrait aller bien plus loin que ce que propose le Parti libéral du Québec, estime le Conseil du patronat du Québec (CPQ), qui, tout en saluant la performance du gouvernement sortant, considère qu'il aurait pu faire mieux pour stimuler l'investissement.

« Que le gouvernement ait annoncé un dégel des frais de scolarité, une hausse, on pense que c'est une bonne chose », a déclaré le président du CPQ, Michel Kelly-Gagnon, hier, en conférence de presse.

« Notre suggestion est de permettre aux universités de moduler les frais parce que le coût de formation d'un étudiant en littérature n'est pas le même que celui d'un étudiant en médecine. À l'intérieur de certains barèmes, on pensait que ça aurait pu être raisonnable et juste d'avoir une certaine modulation en fonction des disciplines », a-t-il ajouté.

Le président du CPQ se demande si on ne devrait pas, en outre, laisser le soin à chaque université d'établir le niveau de ces frais.

De plus, comme les étudiants internationaux — nombreux à McGill — versent des frais plus élevés que les étudiants d'ici, le président du CPQ croit qu'on devrait permettre que les fonds excédentaires ainsi recueillis soient conservés par les universités qui accueillent ces étudiants internationaux.

« Il s'agit d'une revendication classique des universités. C'est une souplesse demandée par les universités qui me semble raisonnable », a-t-il affirmé.

Interrogé sur l'évaluation faite par le CPQ du gouvernement de Jean Charest, M. Kelly-Gagnon a

dit avoir de la « reconnaissance et de l'admiration quant à la performance du gouvernement pour ce qui est de la gestion des finances publiques et du contrôle des dépenses ».

« Par contre, en ce qui a trait à une vision d'avenir et des mesures susceptibles de favoriser l'investissement, entre autres l'investissement privé, c'est à améliorer », a-t-il soutenu.

SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Parmi les autres dossiers sur lesquels le CPQ souhaite faire des avancées au cours des prochaines années, se trouve celui du régime de la santé et de la sécurité du travail qui, selon l'organisme patronal, indemnise trop généreusement certains travailleurs accidentés.

Les méthodes de calcul servant à déterminer les indemnités de certains travailleurs accidentés sont à revoir, considère le vice-président en santé et sécurité au CPQ, Robert Borduas.

Il a cité le cas d'un travailleur de la construction qui se blesse. Pour fixer le montant de son indemnité, la CSST se baserait sur son taux horaire de 25 \$ de l'heure qu'on multiplierait par 40 (heures par semaine) et par 12 (12 mois par année).

« On sait que dans le secteur de la construction, il y en a qui travaillent huit ou neuf mois », a expliqué M. Borduas.

« On n'encourage nullement le retour au travail de l'accidenté. Le CPQ fait des représentations auprès du gouvernement pour que l'indemnisation s'établisse sur le revenu brut réel du travailleur », a-t-il ajouté.

Le CPQ a transmis une liste de questions aux trois principaux partis politiques pour connaître leurs intentions en matière économique.

March 1, 2007



Budget crunch has school board crying for help

Province asked for emergency funding, and guidance, to bridge shortfall

By HOLLY LAKE, Sun Media

Ottawa Carleton District School Board chair Rob Campbell made an impassioned plea last night for the province to bridge the funding gap that has the bell set to ring on more than 130 teaching positions come September.

As trustees debated cuts to 215 full-time equivalent positions, including 132 teachers, for a second night in a row, Campbell admitted he's struggled to digest it all.

"I have wavered alarmingly back and forth on the issues, as many of you are aware," he said. "Increasingly I have to ask myself where is the fire? I think we may be moving too quickly."

Although the province appears willing to give the board an extra year to balance its books, the board must cut spending by almost \$28 million to do that.

Eliminating all 215 positions would save just over \$15 million.

The board has asked the provincial government to send in Special Assistance Team to make recommendations to help balance its budget.

About 60% of the board's budget goes to teacher salaries and the board has argued it has the largest funding gap in the province. That means the money the board receives falls \$6 million short of what it needs to pay teachers

That gap dates back to pre-amalgamation, when the board could raise taxes. But each year the gap is not addressed, "It's another that OCDSB students and families are given the short end of the stick," Campbell said.

Many of the 130 teaching positions on the block are in special education. In all, 78 full-time equivalent special education positions, including instructors, may be cut. The board has to make a decision this week if it is to meet timelines set out in its union contracts.

Most of the positions are considered 'overlay' which means they are above and beyond what the province funds, based on enrolment. The board receives no funding for the positions so it must draw that from other sources, including facilities and administration.

The overlay positions, however, have been a fixture at the board for years.

What may lessen the blow is the fact the board typically sees about 100 staff retire or leave each year. It will also receive provincial funding for 35 new teaching positions.

Almost two hours into the meeting last night, trustees finally voted on the first agenda item. In a 6-5 decision, they voted in favour of reducing 46 FTE primary, junior and intermediate teacher overlay positions, resulting in savings of \$3.81 million.

Trustee Bronwyn Funicello spoke out against the move. She said eliminating 46 positions in one swoop, "pulling the entire rug over from under this," was not something she could support.

The same number voted in favour to reduce the number of elementary vice-principal positions from 45 to 39, with the proviso VP allocations for Crystal Bay and Clifford Bowey remain unchanged.

While he doesn't intend to support all the proposed cuts, trustee David Moen wanted to see more of the unfunded overlay positions eliminated.

"We have a responsibility to balance the budget - a legal responsibility."

Trustee Alex Getty agreed.

"We have to start operating in terms of the real world here. This constant balking ... and pointing the finger at the province is not going to help our students, our parents or our community," he said.

Later he urged fellow trustees to pick up the pace. On Tuesday night he was clearly frustrated after a three-hour meeting saw absolutely no progress made on the long list of recommended cuts.

"Let's get to just voting on these things. It's the only way we're going to get through this by (Thursday) night. Prolonging it is just not productive," he said. "Our credibility is at stake I believe. We have to make those decisions one way or another."

Shortly after he spoke, trustees voted against extending the meeting beyond 10:30 p.m., despite having not started until after 8:30 p.m.

The debate resumes tonight at 6:30 p.m.

holly.lake@ott.sunpub.com

- [Radio](#)
- [Télévision](#)
- [Nouvelles](#)
- [Sports](#)
- [Arts et spectacles](#)
- [Jeunesse](#)
- [Régions](#)
- [Archives](#)

[Services mobiles](#) [Boutique](#) [CBC.ca](#)



Ontario

COUREZ LA CHANCE DE VOUS ENVOLER
POUR LA PROVENCE

[Accueil](#) > [Nouvelles](#)

Changements climatiques

Des cours d'environnement à l'école

Mise à jour le jeudi 1 mars 2007, 17 h 11 .



Les écoles de l'Ontario disposeront bientôt d'un nouveau programme d'enseignement sur les changements climatiques et les problèmes de pollution. Dès la prochaine rentrée scolaire, les élèves pourraient ainsi étudier en classe les effets des gaz polluants.

La ministre ontarienne de l'Environnement, Laurel Broten, admet que ce programme vise en partie à répondre aux critiques. « Le commissaire de l'environnement nous a dit

qu'on n'a pas assez d'éducation de l'environnement dans nos écoles en Ontario », explique-t-elle.

L'organisme Greenpeace applaudit l'initiative, mais demeure prudent. « En Ontario, on va dépenser tout un tas d'argent sur le nucléaire et je n'aimerais pas voir dans des écoles élémentaires ou secondaires une discussion qui suggérerait que le nucléaire est une réponse aux changements climatiques », souligne Andrew Male, porte-parole de Greenpeace Canada.

L'astronaute et neurologue Roberta Bondar dirige le groupe qui déterminera le contenu de la matière enseignée dans les écoles. Selon elle, il ne faut pas considérer l'être humain comme seul responsable des bouleversements climatiques. Elle estime qu'il s'agit aussi en partie de l'évolution naturelle de la planète.

[Autres régions](#)

REGARDEZ EN DIFFÉRÉ

LE TÉLÉJOURNAL
Ontario

ÉCOUTEZ EN DIRECT

en Windows Media



Aide à l'écoute

RECHERCHE



L'environnement n'est plus une matière obligatoire dans les écoles de la province depuis que le gouvernement de Mike Harris l'a retirée du programme en 1998.

ICI RADIO-CANADA

- Salle de presse
- Mises au point
- Écran de veille



Manchettes gratuites

Recevez gratuitement les manchettes quotidiennes de Radio-Canada.ca sur le site de votre entreprise ou organisme.



XML

EN ANGLAIS	cbc.ca 
► Toronto	
► Sudbury	
► Windsor	

◀◀ RETOUR  IMPRIMER  PARTAGER AVEC UN AMI

Autres nouvelles régionales >>>

Toutes les nouvelles nationales et internationales >>>